



---

**Marché à procédure adaptée :**

---

*Selon l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique en cours*

**Objet du marché :**

**Campagne de caractérisation des ordures ménagères  
résiduelles sur le territoire du SMICTOM Sud Est 35 »**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**R.C**

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

**N° 2025 38**

---

La date et l'heure limites de remise des offres sont fixées au : **1<sup>ER</sup> septembre 2025 à 12h00**

Sur la plate-forme Mégalis : <https://marches.megalix.bretagne.bzh>

---

## Table des matières

Article 1 - Objet du Marché – dispositions générales.....	3
Article 2 – Conditions de la consultation .....	4
Article 3 - Variantes .....	4
Article 4 – Rémunération et prix du marché .....	4
Article 5 – Dossier de consultation .....	5
Article 6 - Présentation des offres .....	6
Article 7 - Jugement des candidatures .....	7
Article 8 - Jugement des offres .....	7
Article 9 – Transmission électronique des offres .....	8
Article 10 - Renseignements complémentaires.....	9
Article 11 - Comptable assignataire .....	9
Article 12 – Clauses diverses .....	9

---

## Article 1 - Objet du Marché – dispositions générales

---

### 1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la réalisation d'une campagne de caractérisation des ordures ménagères résiduelles (OMr) sur le territoire du SMICTOM Sud Est 35, conformément à la méthodologie MODECOM. Cette mission a pour finalités :

- D'évaluer la composition des ordures ménagères résiduelles sur le territoire concerné ;
- De mesurer l'évolution des flux depuis la dernière campagne de caractérisation, réalisée en 2021 ;
- D'identifier les gisements valorisables (*fermentescibles, emballages ménagers, papiers...*) ainsi que les leviers d'amélioration ;
- D'alimenter les indicateurs du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA).

Par ailleurs, l'analyse devra être permettre :

- La comparaison des données entre secteurs (données par EPCI), avec le dernier référentiel MODECOM national, ainsi qu'avec les résultats de la campagne antérieure du SMICTOM ;
- La comparaison de la composition des OMr selon les modes de collecte en vigueur (bacs d'apport volontaire – BAV – et collecte en porte-à-porte – PAP) ;
- L'identification de la part de matériaux recyclables présents dans les OMr (verre, papiers, emballages, textiles, déchets issus des déchèteries, etc.) afin d'évaluer l'efficacité des dispositifs de tri existants ;
- L'évaluation de la part de biodéchets encore présents dans les OMr, en distinguant les déchets putrescibles compostables, dans la perspective de l'entrée en vigueur de l'obligation de tri à la source depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;
- La définition des gisements de valorisation (fractions recyclables, compostables, incinérables) et de ceux à éviter (déchets dangereux, etc.), en vue d'analyser la performance des actions de prévention mises en œuvre ;

La durée de la mission est de 6 mois et débute à la date de la notification du marché.

Le **SMICTOM du Sud-Est Ille-et-Vilaine**, syndicat mixte de collecte et de tri des ordures ménagères et assimilés est chargé de la collecte des déchets ménagers pour le compte de trois intercommunalités :

- **Vitré Communauté** : 46 communes
- **Communauté de communes du Pays de Châteaugiron** : 5 communes
- **Communauté de communes Roche-aux-Fées** : 16 communes

Au total, le syndicat couvre un territoire de **près de 138 600 habitants**.

Le siège est situé au **28 rue Pierre et Marie Curie, 35500 Vitré**.

Le président en exercice est **M. Christian STEPHAN**.

Dans le cadre de l'évaluation de ses politiques de prévention et de la mise en place des extensions de consignes de tri et de tri à la source des biodéchets, le SMICTOM souhaite **actualiser la caractérisation de son gisement d'ordures ménagères résiduelles**. La dernière caractérisation a été réalisée en 2021 L'objectif est d'observer l'évolution des comportements et d'ajuster les actions à venir.

## **Article 2 – Conditions de la consultation**

---

### **2.1 Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

La personne publique met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh> sous la référence 202538.

**Il est fortement recommandé aux candidats de s'identifier sur le site et notamment d'indiquer une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.**

### **2.2 Forme juridique de l'attributaire**

La personne publique admet les candidatures individuelles et les candidatures groupées. Toutefois, en application de l'article R2142-21 DU CCP 2019, elle refuse qu'un candidat se présente à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, et en qualité de membre de plusieurs groupements. En cas de groupement, la personne publique impose un groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

### **2.3 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres indiquée en page de garde du présent RC.

### **2.4 Procédure de passation du marché**

Le marché est passé en procédure adaptée conformément à l'article L2123-1 ET R2123-1 du CCP 2019. Cette procédure permet au pouvoir adjudicateur de négocier avec les candidats.

### **2.5 Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financées sur fonds propres. Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## **Article 3 - Variantes**

---

Les variantes ne sont pas acceptées.

## **Article 4 – Rémunération et prix du marché**

---

### **4.1 Contenu du prix**

Les prix du marché sont hors TVA. La TVA en vigueur sera appliquée aux prestations.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise des offres.

### **4.2 Forme des prix**

Le prix de l'offre de base comprend le transport, les assurances relatives à l'acheminement des matériels vers le point de livraison, et d'une façon générale tous les frais relatifs à la réalisation complète des prestations du marché.

#### 4.3 Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes sur toute la période de la campagne.

#### 4.4 Modalités de paiement

Le paiement des prestations se fera au prorata des interventions réellement fournies en application des prix unitaires inscrits dans l'acte d'engagement, et au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

Le prestataire transmettra au SMICTOM du SE 35 une facture détaillée via la plate-forme **CHORUS** (comme le prévoit la législation au sujet de la facturation électronique des collectivités locales), outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les références du marché,
- la référence du bon de commande et la date,
- la raison sociale et l'adresse du créancier,
- le numéro SIRET,
- l'adresse complète de l'agence et le n° du compte bancaire où doit être effectué le règlement tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement,
- le taux et le montant hors TVA de la facture établie,
- le montant TTC de la commande effectuée.

#### 4.5 Pénalités

Il est rappelé que les dispositions de l'article 6.12 du CCP s'appliquent.

### Article 5 – Dossier de consultation

---

#### 5.1 Contenu du dossier de consultation

**Pièces particulières :**

- le présent règlement de la consultation (RC),
- un acte d'engagement (AE) avec le bordereau des prix unitaires,
- le cahier des Clauses Particulières (CCP).

**Pièces générales :**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services pour les collectivités locales en cours,
- Les autres normes et réglementation applicables pour les prestations, objet du marché.

#### 5.2 Modification de détail du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## Article 6 - Présentation des offres

---

Les documents peuvent être obtenus jusqu'à la date limite de réception des offres telle qu'indiquée sur la page de garde du présent document.

**Le Mémoire Technique sera limité à 16 pages.**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

### 6.1 Conditions de participation : justificatifs relatifs à la candidature

Les candidats pourront soit utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter les candidatures (documents joints au dossier de consultation), soit utiliser le Document Unique de Marché (DUME) en version électronique disponible gratuitement à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R 2143-3 et R 2143-4 du code de la commande publique.

#### **a- Situation juridique**

- Le(s) document(s) indiquant le(s) nom(s) de la (des) personne(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Lettre de candidature DC1 ou équivalente ;
- Déclaration du candidat DC2 ou équivalente.

Les formulaires DC1 et DC2 peuvent être remplacés par le DUME tel que précisé ci-dessus.

#### **b- Capacité économique et financière - références requises**

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, à savoir :

- La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services, objet du contrat, réalisé au cours des trois exercices disponibles.
- Un relevé d'identité bancaire.
- Une attestation d'assurances en cours de validité.

#### **c- Référence professionnelle et capacité technique - références requises**

Les renseignements concernant les références professionnelles et capacité technique tels que prévus dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, à savoir :

- Une liste de références et/ou qualifications de l'entreprise ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français conformément à l'article R2143-16 du code de la commande publique, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne peut excéder 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en sont informés dans le même délai.

#### 6.2 Un dossier complet comprenant :

- L'Acte d'engagement signé et le Bordereau des Prix Unitaires, (lors du dépôt de l'offre, la signature est possible mais non obligatoire)
- Le Cahier des Clauses Particulières,
- Le mémoire technique (avec une présentation de l'entreprise, les références de l'entreprise pour des prestations similaires, les moyens humains dédiés à la prestation, les fiches techniques des équipements. **MAXIMUM 16 Pages**)

## Article 7 - Jugement des candidatures

---

L'examen et le jugement des candidatures sont effectués dans les conditions prévues à l'article R2144-1 du CCP 2019.

## Article 8 - Jugement des offres

---

### 8.1 Notation

L'examen et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues à l'article R2152-6 du CCP 2019.

En premier lieu, les offres reçues seront analysées en fonction des critères et pondérations fixés comme suit :

- 1. Qualité des prestations (50%)**
- 2. Prix (40 %)**
- 3. Proposition calendaire (10 %)**

L'attention du candidat est attirée sur le fait que toute offre incomplète et peu claire sera immédiatement écartée. Les offres inappropriées seront éliminées (c'est-à-dire celles qui ne répondent pas aux besoins de la collectivité et qui sont donc assimilées à une absence d'offre).

Le jugement des offres donnera lieu à un classement de ces offres. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations visées en pièces de candidature.

Le délai imparti par la personne responsable des marchés à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra excéder 10 jours.

### 8.2 Suite à donner à la consultation

La collectivité se réserve le droit de procéder, après analyse des offres, à une négociation écrite (ou lors d'une audition) avec les candidats ayant remis une offre. Cependant, la collectivité pourra juger que, compte-tenu de la qualité des offres, la négociation n'est pas nécessaire. Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre initiale.

En cas de négociation, l'invitation à négocier se fera par l'envoi d'un courrier par voie électronique.

Le nombre minimum de candidats admis à négocier est fixé à 3 (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats). La négociation portera sur les éléments de l'offre ainsi que sur le prix. »

## Article 9 – Transmission électronique des offres

---

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :  
Lundi 1<sup>er</sup> septembre 2025 à 12h**

**(Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.)**

**Le candidat devra déposer sa candidature et son offre exclusivement sur le profil acheteur (plateforme <https://marches.megalis.bretagne.bzh>), avant la date et l'heure limite de remise des offres.**

Tutoriels : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise> , rubrique « aide »

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les candidats doivent tenir compte des aléas des envois électroniques et s'assurer des délais nécessaires à la transmission électronique de leur pli avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

Il est rappelé que la durée d'acheminement de la soumission électronique est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Une transmission par voie électronique n'exclut toutefois pas la possibilité pour la personne publique d'exiger que les offres soient accompagnées d'échantillons.

Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, l'attention des candidats est attirée sur l'importance du nommage des fichiers par des intitulés les plus courts possibles.

Il convient de :

- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux,
- Ne pas utiliser les .exe et les macros,
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

Les plis électroniques qui seraient remis ou dont l'accusé réception indiquerait une remise après la date et l'heure limite fixées sont éliminés.

Conformément aux nouvelles règles en vigueur, la signature des offres n'est plus requise au stade de dépôt des plis, mais uniquement au moment de l'attribution du marché.

**Les candidats doivent s'équiper d'un certificat électronique**, procédé d'identification fiable, répondant aux obligations applicables en la matière.



Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité à engager le candidat dans la cadre de la consultation et il doit être valide à la date de signature du contrat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Tout candidat est invité à privilégier le format électronique PADES (Format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitera grandement les échanges de fichiers une fois le marché notifié et, notamment avec le titulaire, la préfecture, la trésorerie. L'outil de signature proposé par la plateforme mégalis, vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format. Il permet à plusieurs membres d'un groupement et/ou aux co-contractants de signer un document au format PDF sans altérer une autre signature déjà apposée par l'un d'eux.

**Le candidat à qui le donneur d'ordre entend attribuer un marché public devra signer électroniquement son acte d'engagement en format PADES si celui-ci a recouru à un autre format.**

**Un tutoriel vous expliquant comment signer au format PADES a posteriori est disponible via ce lien :** <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise/signer-document>

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

**Le syndicat conseille aux candidats de contacter le support technique de Mégalis Bretagne pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés :**

au 02 23 48 04 54

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont définis sur le site Mégalis Bretagne à partir des liens suivants :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise/aide/outils-informatiques>

## Article 10 - Renseignements complémentaires

---

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront transmettre impérativement au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres, **une demande par l'intermédiaire de la plate-forme de dématérialisation** <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Une réponse sera alors adressée, via cette même plate-forme, en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

## Article 11 - Comptable assignataire

---

Le Receveur de la Vitre Collectivité.

## Article 12 – Clauses diverses

---

### 12.1 Litiges

Le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français de l'ordre administratif sont les seuls compétents. En cas de litige, les parties s'engagent dans l'exécution du présent marché à ne porter litige devant la juridiction administrative qu'après épuisement des solutions amiables.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Rennes, Hôtel de bizier, 3 contour de la motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex

Courriel : [greffe.ta-rennes@juradmr.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradmr.fr), Téléphone : (33) 223212828, Télécopie : (33) 299635684, site : <http://rennes.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/acces-et-coordonnees>.

## 12.2 Clauses de résiliation

Le marché sera résilié, sans que le(s) titulaire(s) puisse(nt) prétendre à indemnité :

- En cas de faillite de l'entrepreneur ou de liquidation de biens, ou en cas de règlement judiciaire,
- En cas de déclaration inexacte de la part du titulaire,
- Pour toute faute d'une particulière gravité résultant du non-respect du marché.

## 12.3 Responsabilités – Assurances

Le titulaire est seul responsable des conséquences des actes de son personnel et de la qualité de son matériel. Il garantit le maître d'ouvrage contre tout recours de quelque ordre que ce soit. Il contracte à ses frais toutes assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre du présent marché.

A l'appui de son offre, le titulaire doit joindre une attestation justifiant qu'il est titulaire d'assurances garantissant les tiers et la collectivité en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations du présent marché.